



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Manufacture française des pneumatiques Michelin

Zone industrielle de la Fiolle
BP 46
71450 Blanzay

Références : CP/CS/2026/C_003
Code AIOT : 0005401253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement Manufacture française des pneumatiques Michelin implanté Zone industrielle de la Fiolle BP 46 71450 Blanzay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Perte d'utilités".

Cette action vise à s'assurer que les exploitants ont identifié les enjeux associés à une perte d'utilités, en particulier d'alimentation électrique, dont la cause peut être interne ou externe à l'établissement, et mis en place une stratégie efficace pour éviter la situation accidentelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Manufacture française des pneumatiques Michelin
- Zone industrielle de la Fiolle BP 46 71450 Blanzay
- Code AIOT : 0005401253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Manufacture française des pneumatiques Michelin exploite, sur le territoire de la commune de Blanzay, un site spécialisé dans la production de pneumatiques « génie civil » (carrières, chantiers de travaux public et ports) et de produits semi-finis dont la production alimente des usines du groupe à l'international. Le site dispose également d'un pôle d'ingénierie et intervient pour le groupe dans le champ de la recherche et développement.

L'établissement emploie environ 1 000 personnes et fonctionne en 3 x 8h pour la production, du lundi au samedi, sauf l'activité de cuisson également réalisée le dimanche.

L'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement Seveso seuil haut est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° DLPE/BENV-2015-309-1 du 5 novembre 2015.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	secours) (4.a)		
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La stratégie définie par l'exploitant en cas de perte d'énergie principale du site est satisfaisante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04 octobre 2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'exploitant utilise l'électricité comme principale source d'énergie pour le fonctionnement de ses installations. Ces équipements sont localisés sur un plan. Les autres utilités sont :

<ul style="list-style-type: none"> • le gaz pour la production de vapeur, • l'eau pour le refroidissement de procédés et la production de vapeur ou d'eau surchauffée, • l'air comprimé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04 octobre 2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La production s'arrête en cas de perte d'électricité totale (perte du poste ENEDIS).</p> <p>L'exploitant a précisé que les équipements et les machines se mettaient en sécurité sans intervention du personnel.</p> <p>Les effets attendus sont une perte de production ou de qualité des produits.</p> <p>C'est notamment le cas des gomme stockées sous température maîtrisée (effet attendu dans les 6 heures suivant la coupure) et les produits en cours de fabrication.</p> <p>En cas d'arrêt de fonctionnement des tours aéroréfrigérantes (TAR), les procédés ne seraient plus refroidis. Cependant l'exploitant n'identifie pas de risque particulier dans la mesure où le chauffage du process serait interrompu également.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04 octobre 2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans</p>

<p>ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la production est arrêtée en sécurité.</p> <p>Il dispose d'une procédure d'arrêt et de mise en sécurité à la suite d'une coupure générale électrique qui précise les actions à réaliser sur des transformateurs du site. Elle rappelle que des groupes électrogènes/onduleurs présents dans plusieurs sous-stations vont s'allumer pour maintenir les fonctions de sécurité.</p> <p>Les équipements/fonctions à secourir sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les communications (central téléphonique), • les serveurs informatiques et la supervision, • la sécurité incendie : détection flamme/fumée, système de détection incendie, et centralisateur de mise en sécurité incendie, • la sûreté, • les automates process.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera sa procédure de mise en sécurité et les consignes associées. Délais : 3 mois</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04 octobre 2010 Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

La production est arrêtée en sécurité sans intervention du personnel.

L'exploitant indique que la première action engagée est la mise en sécurité du personnel.

Les actions à réaliser par le service maintenance suite à l'arrêt visent à permettre un redémarrage des installations en sécurité (coupure énergie, vidanges des machines...).

La procédure d'arrêt et de mise en sécurité communiquée à l'inspection ne précise pas les actions/vérifications à prévoir au niveau des équipements de production (vidanges des machines...). Le POI ne contient pas de fiche réflexe relative à la perte d'utilités.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les consignes/procédure prévues pour

<p>s'assurer de la bonne mise en sécurité des équipements.</p> <p>Le personnel bénéficie d'une formation annuelle « sécurité » : alerte, évacuation et maniement du matériel de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le site avait connu une coupure électrique d'environ 30 minutes en 2024. Le retour d'expérience a permis d'identifier un problème avec les tourniquets d'accès au site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les consignes/procédure prévues pour s'assurer de la bonne mise en sécurité des équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04 octobre 2010 Art. 64« Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La production est arrêtée en sécurité sans intervention du personnel.</p> <p>Les fonctions de communication sont secourues par un groupe électrogène dont l'autonomie est estimée à 12h00. L'exploitant indique avoir la possibilité de se faire livrer en carburant sous ce délai si nécessaire.</p>

<p>La centrale incendie dispose de batteries de secours dont l'autonomie est estimée entre 6 et 8h00 par l'exploitant.</p> <p>L'équipe de première intervention (pompiers internes) effectue une reconnaissance.</p> <p>Les actions à réaliser par le service maintenance suite à l'arrêt visent à permettre un redémarrage des installations en sécurité (coupure énergie, vidanges des machines...).</p> <p>Le POI ne contient pas de fiche réflexe relative à la perte d'utilités (voir fiche de constat n°4)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04 octobre 2010 Art. 56« Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La production est arrêtée en sécurité.</p> <p>Les équipements/fonctions à secourir sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les communications (central téléphonique), • les serveurs informatiques et la supervision • la sécurité incendie : détection flamme/fumée, ressource en eau, système de détection incendie (SDI), et centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI), • la sûreté, • les automates process, • l'éclairage. <p>Le SDI et la CMSI sont équipés de batterie.</p> <p>Le réseau d'eau incendie comporte deux bassins et deux stations de pompes indépendantes.</p>

<p>Une des 2 pompes de la première station est secourue par un groupe électrogène. Des motopompes diesel équipent la seconde.</p> <p>Le site dispose de 6 groupes électrogènes et des onduleurs pour maintenir les fonctions de sécurité.</p> <p>Il est noté qu ces équipements ne figurent pas sur les plans des installations électriques consultés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26 mai 2014</p> <p>Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mené une étude spécifique concluant que les installations électriques de secours étaient surdimensionnées par rapport au besoin en énergie. Il envisage la réduction du nombre d'onduleurs et vise une configuration de 1 onduleur par groupe électrogène.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04 octobre 2010</p> <p>Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont</p>

<p>associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance des équipements, dont les équipements de secours électriques, est gérée par une GMAO.</p> <p>Les installations électriques et les équipements de secours font l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>L'exploitant a produit les contrats de maintenances des GE et des onduleurs, ainsi que les rapports de vérification et d'entretien de ces équipements de 2024 et 2025.</p> <p>Il est noté que depuis 2025, les essais sont réalisés en pleine charge avec un banc de charge.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournira les rapports de vérification des années 2024 et 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Plan d'action (6)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04 octobre 2010 Art 56« Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié de difficulté pour être en conformité avec les dispositions de l'article 56.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>